



## **A propos de l'École Publique et Laïque : lettre ouverte à tous les citoyens.**

Après des années de démolition programmée du Service Public d'Education, de la maternelle à l'université, de dénigrement de ses missions et de ses personnels, l'idée républicaine de l'École et de la réussite pour tous a été mise à mal.

Depuis 5 ans, près de 80 000 postes ont été supprimés dans l'Education Nationale. Aujourd'hui, la France traîne en queue de peloton des pays de l'Union Européenne pour le taux d'encadrement des élèves.

- La scolarisation des 2-3 ans a chuté de 35% en 2000 à moins de 10% actuellement.
- L'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED) a perdu 2500 postes de 2007 à 2011 ; pour la rentrée 2012, 1 200 suppressions de plus étaient confirmées dans 50 départements.
- Les élèves en situation de handicap ne sont toujours pas pris en compte à la hauteur de leurs besoins.
- L'obsession évaluative a développé la mise en concurrence des écoles entre elles et des élèves entre eux.
- Le bouleversement des programmes a privilégié l'automatisme, l'aspect technique des apprentissages, au détriment de l'enrichissement de la compréhension et de l'estime de soi.
- La dégradation de la formation initiale et l'abandon de la formation continue ont discrédité et appauvri le métier d'enseignant.
- L'aggravation des conditions de travail et des salaires peu attractifs ont entraîné une crise du recrutement sans précédent (en 2011, deux fois moins de candidats au concours de professeur des écoles qu'en 2010).
- Les cadeaux faits aux écoles privées face au saccage des écoles publiques ont confirmé la volonté politique d'attaquer les principes fondateurs de la laïcité.
- La remise en cause des règles du paritarisme par le Pouvoir et son mépris des représentants élus des personnels ont dévoyé le rôle des instances consultatives à tous les niveaux du système.

Dans les Hautes-Pyrénées, en deux ans, nous avons perdu 52 postes en primaire, 115 depuis 2001. Les postes spécialisés ne sont pas tous pourvus, faute d'enseignants formés (amputation du budget formation de 32%).

D'autre part, la spécificité rurale et montagnarde de notre département n'est pratiquement jamais prise en considération et fait l'objet d'une gestion comptable, à courte vue, très « parisienne ».

D'après les données de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) on peut estimer à 284 le nombre de postes à créer dans les écoles primaires du département, pour nous aligner sur la moyenne des pays de l'OCDE.

Quel calcul avons-nous fait ? Le même que l'administration, mais avec un objectif différent : définir les besoins pour déterminer les moyens.

**C'est ce que nous vous proposons, citoyens et élus : l'école est l'affaire de tous !**

Pendant sa campagne, le nouveau Président de la République a fait de l'Ecole primaire une des priorités de son mandat. La mise en œuvre d'un tel chantier ne saurait se faire sans concertation et véritable dialogue avec les acteurs et les usagers de l'Ecole.

**Cependant, l'urgence impose, dès la rentrée prochaine, l'application de mesures concrètes :**

- **Vote cet été d'un collectif budgétaire.**
- **Création de postes supplémentaires.**
- **Moratoire sur les fermetures de postes décidées en 2012 (RASED et postes classe).**
- **Rétablissement d'une véritable formation professionnelle pour les nouveaux recrutés.**
- **Abrogation des dispositifs liberticide de fichage centralisé des élèves et de leurs familles.**
- **Revalorisation salariale des personnels.**

A la veille des élections législatives, il est de la responsabilité de tous, de rappeler les futurs élus à leur devoir de reconstruction et de développement de l'Ecole Publique et Laïque, garante de l'avenir de notre jeunesse.

C'est dans le cadre de cette responsabilité que le SNUipp.FSU65 a décidé de publier cette lettre ouverte à tous les citoyens.

